

BORDJ-MENAÏEL

4 morts dans l'attentat contre un bus

A peine sortie d'une pénible quinzaine faite de froid glacial, d'isolement et de privation, voilà que l'horreur et la désolation que cause l'islamisme s'abattent sur la population de Kabylie. Boumerdès déplore, en effet, une nouvelle tuerie exécutée par les salafistes armés.

Hier vers 9h30 du matin, une bombe artisanale a explosé au passage d'un convoi de véhicules militaires sur la RN12 (Boumerdès-Tizi-Ouzou). La déflagration, qui a été entendue à plusieurs kilomètres à la ronde, a atteint un bus qui circulait sur la même voie que les camions militaires.

Ces derniers qui roulaient sur la partie gauche de la chaussée n'ont pas été atteints alors que le véhicule des voyageurs qui venait de Tizi-Ouzou et se dirigeait vers Blida a reçu pleinement le souffle de l'explosion. Le bilan provisoire de ce nouveau carnage perpétré par les terroristes d'Aqmi fait état du décès de 3 hommes et d'une femme, qui étaient à bord du bus.

Selon des sources hospitalières, 4 voyageurs ont été blessés, à divers degrés, par les éclats de la bombe.

Les victimes ont été évacuées par les services de la Protection civile vers l'hôpital de la ville de Bordj-Menaïel.

La bombe a été déposée dans un fossé sur cette voie express (RN12) reliant la Haute et la Basse-Kabylie, au centre de la wilaya de Boumerdès, à la capitale, à la sortie ouest de la ville de Bordj-Menaïel, wilaya de Boumerdès.

Après l'explosion, les forces de l'ordre sont intervenues en nombre pour porter secours aux victimes et ratisser les alentours à la recherche d'autres éventuels engins

explosifs. Cet attentat a, par ailleurs, fortement perturbé la circulation automobile sur la RN12, très dense en ce début de semaine. Des deux côtés de la voie express, des files de plusieurs kilomètres de véhicules se sont rapidement formées.

Il était quasiment impossible de rejoindre dans la matinée la ville de Bordj Menaïel.

Les bombes comme ultime moyen de nuisance

Ce n'est malheureusement pas la première fois que des convois des services de sécu-

rité circulant sur cette route sont la cible des éléments d'Aqmi. Ces derniers se cachent au niveau des pie-monts de Sidi-Ali-Bounab, des montagnes surplombant Si Mustapha ou la plaine de Oued Issers et apparaissent de temps à autre pour déposer sur les bords de cette route des bombes artisanales qu'ils actionnent à l'aide de puces de téléphone mobile.

Pour commettre leurs attentats, les «émirs» d'Aqmi mobilisent leurs informateurs qui se chargent de faire le guet au moment de déposer des bombes. Généralement, ce genre d'opération se déroule de nuit.

Des sources bien au fait de ce qui se passe à Bordj-Menaïel nous ont affirmé que

les islamistes armés ont réussi à remettre en activité des réseaux d'informateurs et de soutien dans cette ville.

Dans cette agglomération de 80 000 habitants gangrenée par le mal de vivre de la jeunesse livrée à elle-même, la corruption, la mauvaise gestion et l'effritement social, le discours des salafistes trouve une écoute chez certains délinquants. Les «émirs» qui écumment la région du triangle Bordj-Menaïel-Leghata-les Issers s'activent pour réaliser la jonction entre, d'une part, des militants salafistes tapis dans l'ombre du scandaleux «bazar» de l'agglomération et les réseaux dormants de Bordj-Menaïel et, d'autre part, le monde de la délinquance, particulièrement les petits dea-

lers locaux et les pilliers de sable de Zemmouri, Leghata et Cap Djinnet pour monter des réseaux de soutien et disposer ainsi de vigiles et d'informateurs.

Par ailleurs, et comme le reste des katibate et les quelques seriates existantes encore ils n'ont, depuis longtemps, plus les moyens ni les capacités de monter des embuscades contre les services de sécurité, ils se contentent, pour exister et entretenir la peur, de déposer, avec la surveillance et la complicité des réseaux dormants, des bombes sur les bords de route. Bordj-Menaïel est devenue une poudrière qui coûte cher au citoyen, à la région et au pays.

Abachi L.

15 000 D'ENTRE EUX ONT CESSÉ LEUR ACTIVITÉ, 10 000 NE PEUVENT PLUS REMBOURSER LEURS CRÉDITS...

Le SOS des transporteurs privés

L'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) lance un énième appel au ministère des Transports et attire l'attention sur «la situation dramatique vécue par les transporteurs et les chauffeurs de taxi qui se répercute sur les services assurés aux voyageurs».

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les transporteurs privés et les chauffeurs de taxi montent au créneau pour évoquer la situation de leur profession, qui se dégrade de jour en jour. Ils dénoncent ainsi l'absence totale de plan et de structures de coordination et l'anarchie qui gangrène le transport privé depuis bon nombre d'années. Ils évoquent aussi l'absence de stabilité dans un secteur privé qui, pourtant, prend en charge 95% des voyageurs. Selon les statistiques avancées par l'organisation des transpor-

teurs, 15 000 transporteurs ont cessé complètement leur activité. Ceci alors que 11 000 d'entre eux ont été obligés de mettre fin aux fonctions de leurs chauffeurs et de conduire eux-mêmes leurs bus, tandis que des centaines de véhicules, ayant été acquis avec des crédits divers, ont été revendus aux enchères.

Pour ce qui des transporteurs activant dans le cadre de l'Ansej, plus de 10 000 d'entre eux n'ont pu rembourser leurs crédits. De ce fait, ils précisent que l'Ansej et la CNAC ont décidé de suspendre le soutien d'une activité floue et qui n'obéit pas à une planification.

Les transporteurs s'insurgent aussi contre le diktat des taxis clandestins qui ont envahi l'activité avec près de 30 000 véhicules, selon eux. Ils mettent ainsi en évidence la hausse des accidents de la route et le congestionnement des routes, notam-

ment dans les grandes villes, ainsi que la surcharge dans les stations.

Pour les transporteurs, donc, la profession a atteint un point de non-retour, assurant un service médiocre et pénalisant ainsi les voyageurs.

Le secteur risque la paralysie devant ces conditions, expliquent les transporteurs qui évoquent 50 000 transporteurs qui activent, 150 000 chauffeurs de taxi et 200 000 travailleurs.

L'organisation s'en remet ainsi au ministre des Transports qui, rappellent les transporteurs, est le premier responsable de l'activité. Ils demandent ainsi l'installation de commissions de coordination au niveau des wilayas pour, notamment, établir les plans de circulation et régir l'activité de transport ainsi que l'éradication des taxis clandestins.

F.-Z. B.

AFFAIRE DU TRANSFERT ILLÉGAL DE DEVICES VERS L'ESPAGNE

Le procès renvoyé au 11 mars

Le procès en appel du «transfert illégal de la devise de l'Algérie vers l'Espagne», prévu pour hier dimanche, au niveau de la cour d'Alger, n'a pas eu lieu. Il a été reporté au 11 mars prochain, et ce, à la demande de la défense. Cette dernière revendique une audience spéciale à même de lui permettre de faire toute la lumière sur cette affaire.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Très attendue par l'opinion publique, le procès en appel de l'affaire du «transfert illicite» de la devise de l'Algérie vers l'Espagne a été reporté à mars prochain.

La décision a été prise par le président de la huitième chambre correctionnelle près la cour, et ce à la demande de la défense.

Un procès considéré comme important qui intervient, faut-il le rappeler, après celui qui a eu lieu en janvier dernier en première instance au tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed. Pour rappel, la défense avait promis d'impor-

tantes révélations lors de ce procès, arguant la «partialité des Douanes algériennes dans cette affaire».

En effet, le collectif d'avocats compte, cette fois-ci, «avancer autant d'arguments» pour «casser» «ceux avancés par l'accusation, contenus dans l'ordonnance de renvoi de la chambre d'accusation.

Il s'agit, notamment, de «l'illégalité des procédures engagées par les services des Douanes dans cette affaire».

Pour rappel, en première instance, les mis en cause, au nombre de 40, ont été condamnés à des peines maximales. Ainsi, sur les 46 personnes

poursuivies, 22 ont été condamnées à 10 ans de prison ferme par contumace.

Le verdict prononcé par le juge de la troisième chambre pénale, relevant du pôle judiciaire spécialisé du Centre, était qualifié de «surprenant», voire d'«inattendu», par les avocats de la défense.

Ces derniers, une vingtaine, ayant assuré la défense des 46 personnes mises en cause dans cette affaire avaient «grand espoir» de voir la justice rendre une décision «correcte».

Or, pour la défense, le verdict prononcé a surpris plus d'un.

Le tribunal correctionnel a prononcé outre 10 années de prison ferme à l'encontre de 22 personnes, actuellement en fuite, des peines de 7 ans de prison ferme à l'encontre de 11 autres accusés, alors que 13 autres, qui étaient jusque-là

sous contrôle judiciaire, ont été condamnés à 3 ans de prison ferme. Pour rappel, l'accusation avait requis la peine maximale pour les chefs d'inculpation de «blanchiment et transfert illégal de capitaux vers l'étranger en violation de la loi sur les changes et les mouvements de capitaux».

A l'origine du déclenchement de cette affaire, une liste «noire» où figuraient les noms de 43 Algériens suspectés d'appartenir à un réseau transfrontalier de soutien financier au terrorisme et au crime organisé, transmise par les autorités espagnoles à l'Algérie.

C'était en août 2009, dans le cadre de la coopération judiciaire entre les deux pays.

L'enquête, confiée à la brigade judiciaire de la Sûreté de la wilaya d'Alger, a abouti, selon l'arrêt de renvoi, à la définition de la traçabilité des fonds transférés par des

Algériens vers le marché ibérique.

Selon l'accusation, plus de 900 millions d'euros ont été transférés de l'Algérie vers l'Espagne, où ils ont alimenté, en cash, des transactions d'import-export ou carrément blanchis, en fin de circuit, dans l'immobilier.

Les investigations menées dans une première étape par les autorités judiciaires espagnoles étaient basées sur la fréquence des entrées-sorties et des déclarations de devises faites par les voyageurs algériens auprès des Douanes espagnoles ainsi que la masse de ces capitaux ramenés d'Algérie, en bagage à main, par avion ou par bateau. L'enquête s'est poursuivie et a touché 5 autres wilayas.

Il s'agit de Tlemcen, Oran (port et aéroport), Alger (port et aéroport), Annaba et Béjaïa.

A. B.